



Mairie de ROCBARON  
Place du Souvenir Français  
83136

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

Occupation du domaine public  
EMMENAGEMENT  
N° 51 Rue St Sauveur  
Le vendredi 11 Avril 2025

Le Maire de la Commune de Rocbaron (Var)

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement les articles L. 2212-1, L. 2213-1 L. 2214-3 ;

**VU** le Code de la route et de la voirie routière ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la demande formulée par madame Sandy MASINI en vue d'un emménagement au N°51 Rue St Sauveur à ROCBARON le 11 avril 2025 ;

**CONSIDERANT** qu'il importe de faciliter l'accomplissement de cet emménagement ;

**ARRETE**

### ARTICLE I

Les véhicules de déménagement sont autorisés à stationner au 51 Rue St Sauveur, à ROCBARON, le vendredi 11 avril 2025 de 09h00 à 17h00.

### ARTICLE II

La circulation sera interdite rue St Sauveur à ROCBARON, le 11 avril 2025 de 09h00 à 17h00, le temps de l'emménagement. Une barrière sera installée par les services municipaux afin de signaler l'interdiction. La rue St Sauveur sera accessible par la rue de la coopérative.

### ARTICLE III

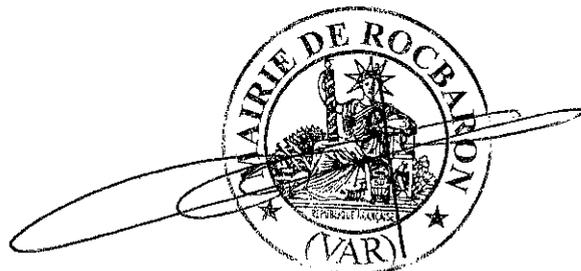
Le dépôt de matériaux est interdit sur la chaussée et sur le trottoir. A l'issue du déménagement, le demandeur, sera tenu de nettoyer la voie publique. Le bénéficiaire demeure pénalement et civilement responsable de tout accident occasionné par le fait des travaux et des dommages de toute nature qui pourraient résulter des installations.

### ARTICLE IV

Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de La Roquebrussanne, la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté et de l'affichage en mairie.

Fait à ROCBARON le 3 avril 2025

Monsieur Jean-Claude FELIX  
Maire de la commune de ROCBARON



*L'autorité territoriale certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de son affichage. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*